

Mercredi 03/12/03 et jeudi 04/12/03

DOMAINE 3 : Améliorer le fonctionnement de l'école.

Synthèse :

18. Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Il est essentiel de maintenir :

- **Des programmes et des examens nationaux anonymes.**

Le baccalauréat doit rester l'examen final de fin de cycle du secondaire, sanctionnant l'entrée en supérieur, facultés, écoles... Il doit rester juste et représenter les valeurs de l'Ecole Publique.

- **La mission de l'Education Nationale : former tous les élèves en citoyen en leur apportant l'instruction et le respect des valeurs républicaines.**

Le chef d'établissement ne doit pas devenir un chef d'entreprise avec obligation de résultats et amélioration de la productivité, mais coordonnateur éclairé qui favorise les initiatives pédagogiques permettant un bon fonctionnement, en harmonie avec tous les acteurs internes ou externes de son établissement. Sa marge de manœuvre actuelle est souvent trop limitée (budget).

- **Le recrutement et la gestion des personnels à l'échelle nationale.**

Les craintes : la décentralisation pourrait être une gestion dirigiste des responsables budgétaires territoriaux d'orienter les élèves vers des formations visant uniquement à combler le manque de personnel d'une région.

- **La gestion des budgets de façon nationale** car les régions ont des différences de richesse et cela risque d'engendrer encore des inégalités.

19. Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

L'autonomie des établissements peut engendrer des inconvénients : **moins de mobilité des personnels, difficultés d'adaptation des élèves qui déménagent...**

- **Donner les moyens par une évaluation des besoins** (et non des résultats : plus aux ZEP...).

La **gratuité de l'école** est un élément fondamental qui doit être préservé. Il faut donner des chances égales à tous. **L'existence d'établissements privés crée une inégalité.** Ils ont plus de moyens, fonctionnent de façon élitiste pour une partie de la population favorisée qui utilise cette structure pour écarter leurs enfants de certains autres défavorisés. C'est injuste et inadmissible que la scolarisation soit à deux vitesses dans un pays démocratique. Il faut un renforcement des compétences financières de l'Etat pour des répartitions plus justes.

20. Comment l'école doit-elle utiliser au mieux les moyens dont-elle dispose ?

- **L'école a comme mission l'épanouissement personnel des élèves** : il faut qu'elle favorise l'acquisition de connaissances mais aussi d'une ouverture d'esprit. Les matières et les programmes enseignés doivent refléter cette volonté.

- Tout est imposé : matières, horaires, programmes. **La concertation pourrait permettre plus de souplesse pédagogique** : redéfinir les programmes, pour mieux les adapter aux besoins des élèves. La culture et le sport doivent rester obligatoires pour favoriser le développement et la personnalité de chacun.

Qui doit s'adapter : l'élève au système scolaire ou le système scolaire à l'élève ?

Les avis sont partagés...

- **L'école doit favoriser le soutien et l'aide aux élèves en difficulté** pour leur permettre une insertion sociale avec pour tous un diplôme valorisant .

Les **classes surchargées** ne permettent pas un enseignement adapté aux difficultés des élèves. Les établissements n'ont souvent pas les moyens de faire face aux difficultés qu'ils rencontrent. Les restrictions budgétaires sont perçues comme un manque de compréhension et de confiance. Il faut toujours fonctionner mieux avec moins de moyens. Est-ce raisonnable ? L'éducation n'est-elle plus une priorité pour notre pays ? Attribuer plus de budget à un établissement ou à un autre : sur quelle évaluation ?

La rentabilité, l'efficacité ? Ces termes choquent les participants au débat...

Il doit y avoir émulation, complémentarité mais en aucun cas concurrence entre les établissements.

21. Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?

- **Maintenir la spécialisation des professeurs.**

La polyvalence des enseignants, plus pratique pour la gestion des établissements, pose des problèmes pédagogiques graves. Alors que l'enseignement d'une seule matière nécessite une formation de chaque professeur sur de nombreuses années, comment vouloir en imposer plusieurs et demander d'être performant ?

- **Les professeurs d'école jouent un grand rôle, les débuts de la scolarisation sont essentiels pour l'élève.**
- **Les enseignants en milieu ZEP devraient avoir une formation particulière, une décharge horaire et des salaires motivants.** Il est éprouvant de travailler avec des élèves difficiles, cela doit être pris en compte et récompensé. Moins d'heures élèves pour plus de concertation sur les difficultés rencontrées. L'équipe de ces établissements doit rester stable pour être efficiente.
- **Le métier de surveillant nécessite des compétences.** Il faudrait mettre en place une formation adaptée, évaluée avec ensuite une possibilité de titularisation.

Si les étudiants ne jouent plus ce rôle, il faut leur attribuer des bourses plus importantes pour leur permettre de poursuivre dignement leurs études. Il faut préserver l'égalité des chances de réussite.

- Les métiers liés à l'enseignement doivent rester dans l'établissement (infirmier, assistante sociale, conseiller d'orientation ...) pour être le plus efficace possible. Les avis sont partagés...

22. Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

- Il faut revaloriser la profession d'enseignant pour recruter du personnel motivé : meilleur salaire, reconnaissance plus claire de l'Etat pour encourager les vocations...
- **Le futur enseignant doit être en situation face à une classe dès le début de la formation** pour qu'il puisse se rendre compte de l'importance de sa mission et de ses difficultés. Son premier poste ne doit pas être en zone difficile.
- Une reconversion devrait être facilitée pour certains enseignants en difficulté.

Conclusion :

L'ensemble des participants avouent leurs difficultés à se prononcer sur les points 18 à 22 qui sont très techniques et demandent des connaissances du système scolaire qu'ils n'ont pas. Néanmoins, le débat a permis à des personnes venant de milieux socioprofessionnels différents, d'échanger leurs points de vue, contribuant ainsi à donner une vision plus large et démocratique de l'amélioration à apporter à l'école.